

~~Dimanche 6 juin, les électeurs péruviens décideront qui occupera la présidence pour les~~
cinq prochaines années : Pedro Castillo, un enseignant rural de gauche, ou Keiko Fujimori, la fille de l'ancien président ([respectivement 19% et 13% au premier tour](#)). Rien ne garantit que le vainqueur, quel qu'il soit, puisse parvenir jusqu'au bout de son mandat, tant le Pérou est depuis longtemps le théâtre d'une partie d'échecs chaotique engagée entre le pouvoir exécutif et le Parlement, qui alternent leurs coups et les allégations de corruption ou d'inaptitude.

Personne, littéralement, n'aurait pu prévoir que le second tour se jouerait entre ces deux candidats. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil aux chiffres publiés par IPSOS une semaine avant la première élection, le 11 avril 2021 : sur un total de 18 candidats, quatre étaient dans une supposée égalité technique, dans l'ordre : Yohny Lescano, Hernando de Soto, Verónica Mendoza et George Forsyth ; venaient ensuite, avec seulement 9,3% des intentions de vote, Keiko Fujimori. Pedro Castillo, le candidat de *Perú Libre*, figurait quant à lui dans le second peloton, avec plusieurs points de retard non seulement par rapport à Fujimori, mais plus encore par rapport au quatuor de tête. Il obtiendra le score le plus élevé au premier tour.

De l'affaire du Lava Jato à la « génération du bicentenaire »

Le précédent président, Pedro Pablo Kuczynski (un banquier plus généralement connu sous le nom de "PPK"), a démissionné le 21 mars 2018. PPK avait battu Keiko Fujimori au second tour de l'élection le 5 juin 2016, sur la base d'un programme qui ne présentait pas de divergences idéologiques majeures par rapport à Fujimori. Celle-ci avait ensuite pris fermement le contrôle du Congrès péruvien (grâce à ses près de 40% au premier tour), ce qui lui a permis de saboter activement la gouvernance.

La vague de fond de la crise péruvienne post-Fujimori [Alberto, le père de la candidate Keiko Fujimori, NdT] tient son origine dans la séquence des affaires de corruptions du Lava Jato, les 4 derniers présidents étant directement concernés. L'affaire aura des répercussions internationales, impliquant notamment l'entreprise de construction brésilienne Odebrecht. Ollanta Humala, président de 2011 à 2016 et qui a timidement et fugacement représenté la possibilité d'un gouvernement progressiste au diapason de Lula ou d'Evo Morales, a débuté son mandat avec une cote de popularité de 57%, et l'a terminé à 19% ; il a réalisé ensuite une peine de prison de neuf mois. Auparavant, Alan García, qui effectuait son second mandat en 2006-2011, s'est suicidé en 2019 alors qu'il devait être arrêté. Alejandro Toledo (2001-2006), dont PPK a été le premier ministre, est actuellement en résidence surveillée aux États-Unis. Enfin, PPK lui-même fait l'objet d'accusations de trafic d'influence dans l'affaire Odebrecht.

Lorsque ce dernier a dû démissionner, Martin Vizcarra, son vice-président, a pris la tête du gouvernement. Il a dissous de façon constitutionnelle le Congrès obstructionniste dominé par Keiko (le 30 septembre 2019), bénéficiant du soutien majoritaire de la population. Si Vizcarra disposait d'une grande popularité en raison de ses propositions de lutte contre la corruption, le nouveau Congrès, issu des élections parlementaires extraordinaires (26 janvier 2020), [l'a démis de ses fonctions en novembre 2020, 8 mois avant la fin du cycle constitutionnel et sans décision de justice à son encontre](#). La situation qui en a découlé s'est révélée très particulière, puisque le pouvoir législatif, souvent considéré comme

l'organe « le plus démocratique » dans le cadre de la division des pouvoirs, a atteint des niveaux de popularité historiquement bas, loin derrière le président déchu.

Cette séquence reste très marquée par les manifestations majeures qui se sont opposées au gouvernement illégitime de Manuel Merino (qui a succédé à Vizcarra), et qui se sont soldées par le décès de deux manifestants. Inti Sotelo (24 ans) et Bryan Pintado (22 ans) sont morts des suites de la répression, tandis que des dizaines de personnes disparaissaient. Merino n'a tenu que 5 jours, le Pérou a vécu son propre « Que se vayan todos », qui a été l'occasion d'un réveil politique de sa jeunesse, à l'image des processus en cours au Chili ou en Colombie.

Le fujimorisme sans (Alberto) Fujimori

A l'occasion des cinq élections générales qui ont eu lieu au cours de ce siècle, le nombre moyen de candidats à la présidence était de 13,2 par élection. Cette année, il y avait 18 candidats, juste derrière les 20 qui ont concouru aux élections de 2006, toujours dans le cadre de la transition post-Fujimori. À quelques exceptions près, comme Keiko Fujimori elle-même, les noms qui émergent lors d'une élection peinent à être retenus par plus qu'une poignée de personnes cinq ans plus tard, lorsqu'il faut retourner aux urnes. Ainsi, il n'y a pratiquement aucune référence politique durable.

L'instabilité est à tous les coins de rue : si le Pérou ressemble à première vue à un pays hyperprésidentiel, il présente en réalité les caractéristiques d'un régime semi-parlementaire – contrairement à la quasi-totalité des pays d'Amérique latine – dans le cadre duquel le Congrès peut imposer des motions de censure susceptibles de dynamiter le cabinet et le budget. D'autre part, le congrès dispose du levier de la vacance « pour incapacité morale du président », un levier largement actionné et qui dépasse de loin les possibilités offertes par la procédure d'*impeachment* étatsunienne.

Alberto Fujimori, avec son alchimie singulière de néolibéralisme économique et politique, de conservatisme social, d'auto-coup d'État institutionnel et de répression comme seule réponse à toute forme de revendication, a été l'un des principaux fers de lance du néolibéralisme latino-américain dans les années 1990. Mais, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays de la région, le Pérou n'a jamais rompu clairement avec ce modèle au niveau politique, et encore moins dans la sphère économique. Tandis que l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, l'Équateur, le Venezuela et, dans une certaine mesure, l'Uruguay ont rêvé d'enterrer le néolibéralisme, au Pérou, une sorte de fujimorisme sans (Alberto) Fujimori s'est consolidé.

S'ils en répudiaient les crimes, les gouvernants qui ont succédé au dictateur ont maintenu sa Constitution et une organisation sociale qui fonde l'accumulation économique sur le chômage, la précarité de l'emploi, l'exclusion de larges couches sociales et la prédation de l'environnement. « En 2019, 27,7% des Péruviens appartenaient au niveau socio-économique le plus bas (E, marginalisé) et 32,0% au niveau D (niveau inférieur bas) », [indique Giovanna Peñaflor, directrice d'Imasen et analyste politique.](#)

Qui est Pedro Castillo, et pourquoi personne ne l'a-t-il vu venir ?

Pedro Castillo a 51 ans et est né à Chota, Cajamarca. Il a mené l'imposante grève des enseignants de 2017, qui a duré 75 jours. Nous partageons l'analyse du politologue Mario Riorda sur le premier tour péruvien. Pour anticiper les résultats du premier tour, il aurait fallu : [« se concentrer sur tout ce qui est à l'opposé - ou faisant face - à ce qu'expriment, promeuvent et désirent les élites de Lima »](#).

Tout au long de la campagne, Castillo a mis en avant son passé de « *rondero* », c'est-à-dire de membre d'organisations communautaires d'autodéfense qui ont joué un rôle important dans la défaite du *Sendero Luminoso*^[1] sans avoir été intégrées à l'État. Cela lui permet de se distancier - au moins partiellement - du parcours tragique de la gauche péruvienne, dont l'histoire de la participation aux luttes populaires est très riche, et a fait émerger d'importantes figures politiques, avec des leaders comme Hugo Blanco ou Ricardo Napurí, mais qui, au cours des années 80, a vu son importance presque disparaître au profit de groupes terroristes décomposés.

Du point de vue médiatique, une seule candidate de gauche semblait pouvoir parvenir au second tour, non pas Castillo, mais Verónica Mendoza. D'orientation centre-gauche, Mendoza n'avait terminé que 2 points derrière PPK en 2016. [Comme l'a noté la journaliste María Sosa Mendoza](#) sur la base du sondage IPSOS du 4 avril : « Si de nombreux journalistes et certains analystes ont soutenu de façon répétée que la candidature de Pedro Castillo avait soustrait des voix à celle de Verónica Mendoza [...], Mendoza trouve ses soutiens principalement dans les niveaux socio-économiques A et E et dans la partie orientale du pays ; en revanche, Castillo ne bénéficie pratiquement d'aucune intention de vote dans le niveau socio-économique A^[2], son vote se concentre dans les secteurs D et E, et dans les zones centrales et méridionales du pays ».

[Sa façon de faire campagne l'a positionné clairement aux antipodes des autres candidats, comme l'explique l'économiste Silvio Rendón](#) : « Pedro Castillo parcourt le pays en cinq étapes [...] Castillo mène une campagne risquée au beau milieu d'une pandémie. Cela relève d'une campagne sacrificielle dans laquelle lui-même se sacrifie et est infecté par le Covid 19. Il établit ainsi une connexion avec un peuple frappé de plein fouet par la pandémie ».

Pedro Castillo passe devant Keiko Fujimori

Le 24 mai, [El Comercio a publié sur son site web les résultats d'un sondage réalisé par IPSOS](#) : Pedro Castillo arrive en tête (52,6%), distançant Keiko Fujimori (47,4%), pourcentages calculés sur la base des intentions de votes exprimés. S'il l'on prend également en compte ceux qui retireront leur vote ou voteront blanc, les chiffres tombent respectivement à 45% et 40,7%, soit 14,3% de votes non exprimés. Ces chiffres ont été publiés plus d'un mois après le premier tour ; tout au long de ce mois-ci, et jusqu'à cette publication, tous les sondages d'opinion publique allaient dans le sens, d'une réduction soutenue de l'écart entre le candidat de *Péru Libre* et celle de *Fuerza Popular*, qui trouve là sa conclusion.

Moins d'une semaine plus tard et deux semaines avant le second tour des élections, le 23

mai, [La República a publié un nouveau sondage électoral](#). [...] L'écart entre les candidats apparaît encore plus grand : Pedro Castillo grimpe à 44,8%, tandis que Keiko Fujimori progresse mais à un rythme plus lent et n'atteint pas 35%. Restent 12,8% de votes blancs ou nuls – un nombre considérable, mais avec une baisse de plus de 10 points par rapport à la mesure précédente – 5,1% d'électeurs indécis et 2,9% qui ne voteront pas selon l'enquête.

Les questions du ballotage

Toute élection permet l'expression de quelques questions à l'échelle de la société. L'une des plus claires, à l'occasion de cette présidentielle péruvienne, est celle de la continuité du fujimorisme. [Comme l'a souligné la sociologue Alejandra Dinegro, le fujimorisme est aujourd'hui fragmenté](#) : il était représenté au premier tour par Keiko Fujimori, héritière du fujimorisme originel, mais aussi par « Hernando de Soto (fujimorisme technocratique), López Aliaga (fujimorisme ultraconservateur) » et d'autres candidats, qui peuvent difficilement prétendre représenter une quelconque rupture, comme Yohny Lescano et George Forsyth. De Soto, López Aliaga et Forsyth ont déjà exprimé leur soutien à la candidate de *Fuerza Popular*, et ont même placé certains des leurs dans ses équipes techniques.

Les contours de ce bloc sont clairs : un engagement clair en faveur de la continuité. Aucune discussion ni sur la manière de réorganiser le Pérou, ni sur la modification ou la rédaction d'une nouvelle Constitution. Keiko, qui en 2016 cherchait à gommer son nom de famille du débat public, et avait pris distances avec son père, s'accroche aujourd'hui à lui. Elle a d'ores et déjà annoncé qu'elle lui accordera la grâce présidentielle, une fois parvenue au pouvoir. Il s'agit d'un équilibre compliqué, puisque le fujimorisme divise profondément la société péruvienne, d'autant plus lorsque ses conséquences en termes d'affaiblissement des capacités de la santé publique et de l'État deviennent évidentes dans un contexte de pandémie. C'est pourquoi le discours de la candidate de *Fuerza Popular* tente de déplacer le centre de gravité de cette campagne, en la transformant en un plébiscite contre le communisme. Campagne de peur, d'endiguement.

Comme le suggère le sondage de *La República*, et c'est également évident dans n'importe quel épisode de la campagne de *Fuerza Popular*, le noyau dur du vote fujimoriste repose sur cette peur, liée au rejet de la corruption – la droite tente de mettre au cœur du débat la figure de Vladimir Cerrón, fondateur de *Perú Libre* et gouverneur de Junín, suspendu en raison d'accusations de corruption – et à la supposé incapacité de la gauche à gouverner, en raison d'un manque de connaissances techniques.

Face à ces agissements du camp d'en face, la stratégie de *Perú Libre* a consisté à reformuler la question. S'il s'agit d'un parti se définissant originellement comme socialiste, il a modéré ses propositions les plus radicales, parmi lesquelles la réforme constitutionnelle, qui a perdu de sa centralité dans le programme (alors qu'elle en était un aspect essentiel jusqu'au premier tour). [Fin avril, après avoir reçu Hernando de Soto, Castillo lui-même a précisé que son parti n'était pas communiste.](#)

Ce qui s'en est suivi amène à se questionner sur la pertinence de cette stratégie ; en effet, et il peut bien sûr s'agir d'une coïncidence, mais ce moment a correspondu à la plus forte croissance de Keiko Fujimori dans les sondages. Refuser le qualificatif appliqué par l'adversaire renforce généralement le cadre qui lui est plus favorable. La pire chose qui

~~puisse arriver aux partisans de *Perú Libre* serait d'entrer dans le jeu de leurs adversaires,~~
qui ont tenté également de leur associer les vestiges du *Sendero Luminoso* et, évidemment, le Venezuela.

Au contraire, ce qui pourrait être efficace pour les gauches serait de parvenir à transformer l'élection en un choix entre continuité ou rupture avec le fujimorisme. D'après les données recueillies par l'IEP et publiées par *La República* le 23 mai, le vote en faveur de Castillo correspond majoritairement à une demande de changements profonds dans la matrice sociale fujimoriste, et qui rejette Keiko par peur de voir de nouveau un ou une Fujimori au pouvoir.

La capacité à peser sur les termes du débat public sera doc un facteur-clé dans le verdict des urnes : le Pérou risque-t-il de voir naître un gouvernement lié au terrorisme et qui procédera à des expropriations contre la petite propriété ? Ou bien, à l'inverse, a-t-on à choisir entre la continuité ou la rupture avec un modèle fondé sur l'exclusion sociale et la dépossession ? Chaque électeur abordera la question d'un point de vue différent et, à partir de là, cherchera les réponses offertes par chaque candidat à cette question. Il est plus essentiel de contrôler la question que la réponse.

Évidemment, les autres déterminants du vote joueront à plein. Par exemple, la prédominance de Keiko Fujimori est très nette dans la région métropolitaine de Lima, tandis que Castillo est fort dans l'intérieur, en particulier dans le sud et le centre et dans les régions rurales. Mais reste qu'au second tour, chaque voix comptant, la capacité à définir l'enjeu du ballotage est cruciale.

Dernière ligne droite : le bloc anti-Keiko et l'attaque dans la région du VRAEM

Dans l'entre-deux-tours, le principal soutien reçu par *Perú Libre* a été celui de *Juntos por el Perú*, la coalition dirigée par Verónica Mendoza, considérée originellement par les médias traditionnels comme la seule candidate crédible à gauche pour le second tour.

Historiquement, il existe une friction entre la gauche cosmopolite basée dans les grandes villes (appelée de manière désobligeante la « gauche caviar ») et la gauche des régions rurales ou des petites villes. On sait, par exemple, que M. Castillo a été un opposant historique aux droits des LGBT et des femmes, notamment du droit à l'avortement. Dans un pays aussi divers et inégal que le Pérou, les combinaisons potentielles de positions sur les différentes questions sont infinies.

Dans l'accord publié le 5 mai, où *Juntos por el Perú* a explicité son soutien à Castillo au second tour, l'accent était mis sur la convergence antifujimoriste. Les fondements du bloc anti-Keiko en sont sortis renforcés, ce qui est certes une bonne chose dans la logique d'une campagne électorale, mais qui ne résout pas les profondes divergences et contradictions de cette coalition.

[Le 23 mai, à Vizcatán del Ene \(une ville de la région du VRAEM\), une attaque a fait 16 morts parmi les civils, dont deux enfants.](#) La veille, le samedi 22 mai, des milliers de personnes avaient manifesté dans plus de 20 villes contre le retour d'une Fujimori au pouvoir, exprimant dans la rue le bloc électoral enfin formé par Castillo et Mendoza pour le second tour. L'attaque a eu un impact négatif sur ces mobilisations.

Il existe aujourd'hui de petites cellules qui se revendiquent comme les successeurs de *Sendero Luminoso*, sous le nom de « Militarizado Partido Comunista del Perú » (MPCM). Géographiquement, leur présence se limite à la Vallée des Rivières Apurímac, Ene et Mantaro (VRAEM), une région rurale où est cultivée une grande partie de la coca destinée à la production de chlorhydrate de cocaïne.

Des pamphlets signés par le MPCP ont été trouvés sur le site de l'attaque, appelant à la « purification » du Pérou et au boycott des élections. Il est difficile de déterminer les motifs exacts de l'attaque. Les groupes armés marginaux ont souvent leurs propres objectifs et il est fort possible qu'ils agissent en collusion avec des secteurs de l'État. En 2011, 2014 et 2016, des attaques avaient eu lieu à la veille des élections. Ces attaques sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur la participation électorale, notamment dans la région où elles ont été perpétrées.

Du point de vue discursif-électoral, l'essentiel est qu'il s'agit d'un conflit entre cadres politiques. Sans aucun doute, l'attaque pourrait favoriser la campagne de Keiko Fujimori si elle parvient à présenter l'acte terroriste comme un assaut des « guérillas de gauche », bien que ces dernières, en vérité, aient un programme social réactionnaire qui n'a pas grand-chose à envier à celui de l'ultra-droite. Ce n'est pas un hasard si Pedro Castillo a été plus prompt à condamner cet attentat que la candidate de *Fuerza Popular* : outre la sensibilité qu'il tient indubitablement de son inscription politique dans des zones rurales, où la population a beaucoup souffert des agissements du *Sendero Luminoso* – comme de ceux de l'armée péruvienne – il sait que l'attentat pourrait impacter durement sa campagne.

Quel que soit le résultat des urnes le 6 juin, la société continuera à être polarisée à de multiples niveaux. Une pièce de monnaie virevolte dans les airs. Le résultat définira si les forces qui ont fait bouger les rues du Pérou contre le fujimorisme social parviendront à exercer un droit de veto sur la continuité que représente Keiko. Ils tentent en tout cas de clore une longue séquence qui a vu de multiples présidents arriver au pouvoir grâce leurs promesses de changement, et autant de reniements.

*

Cet article a été publié initialement dans [La Diaria](#).

Traduction de Paul Haupterl.

Notes

[1] Guérilla d'inspiration maoïste, dirigée par Abimael Guzmán, qui s'est opposé à l'Etat péruvien dans le cadre du conflit armé des années 80 et 90, en faisant de nombreuses victimes civiles, y compris de militants d'autres organisations d'extrême-gauche qui s'opposaient à sa politique. Elle a commencé à imploser après la capture de son dirigeant et fondateur en 1992, haut fait d'arme du président de l'époque, Alberto Fujimori. Aujourd'hui existent encore des groupes qui prétendent, comme le Parti communiste militarisé du Pérou, auquel il fait référence ci-dessous, continuer la lutte armée, bien que celle-ci ne semble plus n'être autre chose qu'un prétexte pour mener des activités de narcotrafiants, *NdT*.

[2] Le niveau économique le plus élevé, *NdT*.